

Reportage

On bosse ici, on vit ici, on reste ici !

mercredi 4 novembre 2009, par [BOULANGE Antoine](#), [LACOMBE Eric](#), [NPA / NPA l'Anticapitaliste](#), [POJOLAT Alain](#) (Date de rédaction antérieure : 29 octobre 2009).

Sommaire

- [Paroles de sans-papiers](#)
- [Développer des comités de \(...\)](#)
- [361 jours de grève et la \(...\)](#)
- [Travailleurs français - \(...\)](#)
- [Sans-papiers : Relever la \(...\)](#)
- [Sans-papiers : il faut que \(...\)](#)
- [A Paris, les migrants du \(...\)](#)
- [Communiqués du NPA](#)

Depuis le 12 octobre, à l'initiative du collectif formé par la CGT, la CFDT, Solidaires, la FSU, l'Unsa, RESF, la Cimade, la LDH, Femmes Égalité, Autre Monde, Droits Devant !!, un mouvement social sans précédent avec occupation de leur lieu de travail, de plus de 4 000 sans-papiers grévistes, dont de nombreux « travailleurs isolés » s'est développé. Il démontre que les sans-papiers sont résolus à défendre des droits qu'une économie mondialisée leur dénie.

L'exploitation d'une main-d'œuvre précarisée et fragilisée de sans-papiers est rendue possible par un gouvernement hypocrite et raciste, qui incite les patrons à transiger avec le droit du travail et à accuser l'immigration d'être à l'origine de la crise pour éviter d'en désigner les véritables responsables. Comme l'explique Gary Diabate, sans-papiers en lutte de Vitry-sur-Seine « Notre lutte concerne tous les travailleurs. Les droits des travailleurs français reculent aussi, grâce à la pression vers le bas qu'exerce l'embauche de sans-papiers. Les sans-papiers n'ont pas de salaire minimum. Cela aide les patrons pour baisser les salaires des Français ».

Malgré la pression policière sur les sites en grève, les tentatives d'expulsion et d'intimidation, leur détermination reste intacte. Le gouvernement fait tout pour affaiblir et diviser le mouvement. Il a violemment réprimé un syndicaliste CNT Porte-de-Charenton. Il a expulsé les sans-papiers qui occupaient l'agence d'intérim Synergie à Paris. Les grévistes se sont simplement répartis sur d'autres sites. Chaque jour un nouveau site est occupé : on est passé de 30 au début du mouvement à plus de 40 entreprises occupées en région parisienne actuellement.

Les sans-papiers de Vitry, qui ont choisi d'occuper un centre des impôts, veulent souligner la complicité de l'État qui perçoit en toute connaissance de cause impôts et cotisations sociales.

À nous de leur laisser la parole et de mener le combat pour construire la mobilisation unitaire la plus large possible contre une politique indigne. Dans les syndicats, les associations, à gauche, il faut développer le soutien le plus large, faire comprendre que « leur » lutte est notre lutte « à tous ». Notre solidarité de classe sera décisive pour stopper cette politique de la honte.

Paroles de sans-papiers

Badiaga, Camara, Doukouré, Dramé, Gakou, Kouyaté, Siby, Sylla, délégués des grévistes de la Seni, entreprise du nettoyage au Kremlin-Bicêtre (Val-de-Marne), syndiqués à la CGT.

Nous, les délégués représentants des grévistes de la Seni, nous revendiquons la régularisation de tous les travailleurs sans papiers, et le plus vite possible. Nous ne sommes pas là pour détruire, nous nous battons pour nos droits. Nous travaillons sans papiers, sans sécu depuis tant d'années... Il est temps ! Nous sommes partis à 180 grévistes la semaine dernière, et nous sommes aujourd'hui 263.

Comment expliquez-vous cet élargissement ?

La lutte est partie de ceux qui sont actuellement sous contrat avec la Seni, mais nous avons parmi nous des camarades qui ont été embauchés par le passé pour des missions courtes. Dans notre piquet de grève, quelques camarades ne sont pas actuellement employés par la Seni. Certains ont été licenciés, parfois depuis cinq ans. Parmi nous quelques-uns sont en cours de régularisation. Les préfectures ne donnent aucune réponse depuis six mois ou plus. Elles bloquent manifestement les dossiers, surtout celles du Val-de-Marne et de Seine-Saint-Denis. La direction de la Seni dit avoir envoyé les dossiers et nous montre même des documents censés le prouver. Pourtant, des camarades se présentent en préfecture et s'entendent dire que leur dossier n'a pas été déposé. En fait, la direction et les préfectures nous mènent en bateau. Nous voulons que la direction débloque la situation. En attendant, nous resterons là. Nous sommes déterminés.

Le mouvement revendique une circulaire de régularisation...

Si une circulaire est gagnée, nous voulons qu'elle soit en notre faveur, qu'elle reconnaisse les sans-papiers qui vivent et travaillent ici, payent leurs impôts. Sans discrimination, même ceux qui n'ont travaillé qu'un an. Nous ne sommes pas en grève seulement pour nous. Nous voulons des papiers pour tous les travailleurs, même ceux qui travaillent au noir.

Qu'attendriez-vous de comités de soutien ?

Nous attendons qu'ils nous aident à débloquer la situation. En faisant signer les pétitions, en collectant des fonds de solidarité, en participant nombreux à nos manifestations. Parmi nous, certains sont parents d'élèves : nous comptons sur le soutien du RESF, qui peut mobiliser les autres parents d'élèves et les enseignants.

Pourquoi la régularisation est-elle une revendication syndicale ?

Hier, avec la CGT, nous avons créé un syndicat des travailleurs de la Seni, avec ou sans papiers. Nous avons élu nos représentants. La lutte principale, c'est actuellement les papiers. À partir de là, nous voulons mettre en avant le droit au logement, l'augmentation des salaires, la reconnaissance du droit à la retraite, le respect de nos jours de repos, le droit aux congés maladie, la reconnaissance des accidents du travail... Toutes choses que les tôleurs refusent aux sans-papiers. Nous voulons que tout le monde puisse vivre dignement dans cette terre des droits de l'homme.

Sadio Dianka a 41ans. Il est venu du Mali en 2000 et travaille dans les travaux publics. C'est avec les papiers d'un de ses cousins qu'il est employé en toute connaissance de sa

situation par la Suburbaine, l'entreprise de construction du tramway parisien.

« Dès que le mouvement a été lancé, je m'y suis engagé, et j'irai jusqu'au bout. Depuis que je suis en grève, je n'ai plus peur, et je me bats pour mes droits et mon avenir. La présence des syndicats et des soutiens nous donne du courage. Même si nous sommes expulsés, nous sommes déterminés à occuper ailleurs ! Les patrons ont besoin de nous. Il y en a un qui a appelé cinq sociétés d'intérim sans trouver de main-d'œuvre à embaucher. Mais nous, grévistes, nous refusons de travailler dans la précarité, comme avant. Maintenant, ça suffit, nous voulons être régularisés.

C'est important de créer le contact avec les autres piquets de grève, c'est par l'unité que nous serons plus forts. Il faut également discuter avec nos camarades du ministère de la Régularisation, qui mènent une autre forme de lutte pour la même chose, vivre ici dans le respect et la dignité. Nous devons nous soutenir les uns les autres et nous entraider. »

Mamadou P. a quitté le pays Dogon pour venir en France. Il occupe, avec plus de 2 000 sans-papiers, le local de la CPAM, rue Baudelique à Paris depuis le 17 juillet 2009.

« J'ai exercé plusieurs métiers au Mali, dont instituteur et entraîneur de foot. Ma situation s'étant dégradée, j'ai décidé de tenter ma chance en France. Mais, ici, je n'ai eu droit qu'à des boulots pénibles qui ne correspondaient pas à mes aspirations. Actuellement, je travaille dans le secteur de la restauration pour un patron qui se doute certainement de ma situation. C'est ce qui m'a déterminé à rejoindre la lutte au sein d'un collectif de sans-papiers. À la fin de ma journée, je suis des cours pour passer mon brevet, puis, j'espère, mon bac. Je rentre ensuite au ministère de la Régularisation de tous les sans-papiers. C'est une lutte dure, qui se prolonge, il faut faire des efforts pour tenir le coup. La présence des soutiens est très importante. Je suis solidaire des travailleurs en grève. Nous avons un même but, et je pense que toutes les façons de se battre doivent se rejoindre si nous voulons voir une issue favorable au mouvement. »

Développer des comités de soutien : l'exemple du 19^e à Paris

La nouvelle vague de grèves- occupations a provoqué une mobilisation très forte autour des sites en grève du 19^e arrondissement : la TFN, société de nettoyage et la Suburbaine, qui réalise les travaux du tramway. Les militants des organisations politiques (NPA, Alternative libertaire, Parti de gauche), syndicales (CGT, Solidaires, CNT), associatives (MRAP, LDH) et locales (Quartier solidaire Belleville), investis dans la lutte pour la régularisation de tous les sans-papiers, se sont regroupés au sein d'un collectif unitaire de soutien. Diffusion de tracts, collage d'affiches, collectes, pétition, lettre aux élus, tous les moyens sont mis en œuvre pour sensibiliser la population du quartier et répondre aux besoins matériels des grévistes.

« C'est par la construction d'un cadre unitaire que nous pourrions amplifier et coordonner la mobilisation, déclare François Charpentier du NPA. Nous regrettons l'absence, sur le terrain, d'autres forces politiques, mais nous tendons vers l'élargissement du collectif, en invitant régulièrement les organisations encore hésitantes à venir nous rejoindre. Nous projetons des initiatives plus importantes en novembre. Les relations avec les grévistes sont très chaleureuses et les soirées se passent souvent autour d'un thé à l'africaine. »

Marie-Au', d'Alternative libertaire, trouve efficace de s'intégrer dans un réseau de solidarité pré-existant. *« Malgré la faible couverture médiatique, les gens du quartier viennent discuter, s'informer ; cela crée du lien et de la visibilité. C'est une lutte très dure : il faut maintenir un comité de soutien large et unitaire. »*

361 jours de grève et la victoire au bout !

Après un an de lutte, les 24 grévistes de Plus-Net, entreprise spécialisée dans le nettoyage de chantiers insalubres ont fêté leur victoire le 23 octobre, avec de nombreux Montreuillois et les organisations* qui les ont soutenus pendant cette longue grève. Lors de cette soirée, Tout est à nous !a interviewé Oumar Bieng et Arouna.

Quelle est la raison de cette soirée ?

Nous fêtons une bataille menée avec détermination qui nous a conduits à la victoire. En janvier 2008, nous avons proposé à notre patron d'appliquer l'article 40 de la loi Hortefeux qui lui permettait d'obtenir notre régularisation. Nous lui avons même proposé de payer la taxe OMI (Office des migrations internationales). Nous avons négocié jusqu'en octobre 2008, mais devant son refus, nous avons pris la décision d'occuper les locaux.

Après 361 jours de grève et d'occupation, nous avons enfin obtenu les récépissés d'autorisation de séjour, en attendant la carte d'un an. Ce soir, nous avons donc invité les organisations qui nous ont soutenus et la population montreuilloise à fêter avec nous notre victoire.

Comment avez-vous tenu un an ?

Nous avons acquis beaucoup d'expérience dans cette lutte. Nous avons commencé avec les Griallet [d'autres salariés sans papiers en grève à Montreuil] qui ont gagné en décembre 2008 après six mois et demi de grève et qui se battaient contre un patron voyou comme le nôtre.

Pendant un an, nous sommes restés sans salaires et nous avons vécu grâce à la solidarité des Montreuillois et des organisations du collectif de soutien. Nous avons accueilli tout le monde, dans l'unité, et c'est ça qui nous a permis de tenir.

Aujourd'hui, il y a plus de 4 000 salariés sans papiers en grève. Quel message voulez-vous leur faire passer ?

Je voudrais dire à tous les grévistes que la grève n'est pas une chose facile. Mais il ne faut pas lâcher, il faut aller jusqu'au bout parce qu'en se battant, on peut obtenir quelque chose. Si on ne se bat pas, on n'obtient rien.

Je veux leur dire d'être courageux et déterminés. Ils travaillent ici, ils cotisent, ils payent des impôts et n'ont aucun droit social, cela n'est pas normal. C'est leur droit d'avoir des papiers. Il faut se battre pour les obtenir. Lutter ensemble, bâtir ensemble jusqu'au bout. Et bon courage !

Soutien : LDH, RESF, CGT, Solidaires, Fédération pour une alternative sociale et écologique, Parti communiste français, Parti socialiste, Gauche unitaire, Lutte ouvrière, Parti de gauche, Nouveau parti anticapitaliste, Comité des citoyens montreuillois, Les Verts, Montreuil vraiment, Comme vous émoi, Association des femmes maliennes.

* Paru dans « TEAN » n° 28 (29/10/09).

Travailleurs français - immigrés, mêmes patrons même combat !

Une nouvelle vague de grèves de travailleurs sans papiers a débuté le 12 octobre. Plus nombreux qu'en avril 2008, les grévistes sont déterminés à obtenir des régularisations pour tous. Pour cela, la solidarité de tous les travailleurs est nécessaire.

« Hier colonisés, aujourd'hui exploités, demain régularisés ».

Tel est le mot d'ordre des milliers de travailleurs sans papiers qui s'engagent dans la nouvelle vague de grève, initiée par des syndicats (CGT, CFDT, Union syndicale Solidaires, FSU, Unsa) et des associations (Ligue des droits de l'homme, Cimade, RESF, Femmes Égalité, Autremonde, Droits devant !!...). Depuis le 12 octobre, le mouvement ne cesse de prendre de l'ampleur : de 1 000 grévistes le premier jour à 3000 une semaine plus tard. Il s'agit d'un saut quantitatif et qualitatif par rapport au premier mouvement d'avril 2008 qui avait réuni au plus 600 grévistes et gagné 2 000 régularisations.

En quelques jours, ce sont plus de 700 travailleurs « isolés », salariés d'agences d'intérim sans scrupules, qui ont envahi les agences Synergie et Adecco à Paris, plus de 400 occupent la chambre patronale de la restauration, 380 la fédération nationale du BTP. Plus de 30 entreprises sont occupées. Sur les piquets de grève mis en place pour accueillir les travailleurs isolés, on voit arriver des représentants de tous les métiers : boucher, boulanger, jardinier... À Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne), les sans-papiers ont occupé un centre des impôts pour dénoncer la complicité de l'État qui encaisse les impôts, les cotisations sociales sans que les travailleurs sans papiers puissent avoir accès aux droits de base du citoyen. C'est de fait le plus grand mouvement de précaires jamais organisé en France.

Les travailleurs sans papier font éclater au grand jour les conditions de travail indignes et l'exploitation que subissent plusieurs centaines de milliers de personnes. Ils mettent en évidence la manière dont le capitalisme utilise les pires formes de précarité pour un profit maximum. Ils sont au cœur du système, employés par de grosses entreprises privées et publiques, affectés à la rénovation du métro parisien ou à la construction du tramway, dans des conditions dignes du XIX^e siècle. Dans le gardiennage, sur 150 000 salariés, 15 000 n'ont pas de papier papiers.

Ce mouvement exemplaire illustre parfaitement les contradictions du capitalisme. Pour maintenir ses profits, ce système a depuis des années entamé une politique d'externalisation et de précarisation de la main-d'œuvre. Cette logique est poussée à l'extrême avec les sans-papiers. Ils subissent, en outre, une pression étatique et policière grandissante avec la construction de l'Europe forteresse, une Europe raciste, qui prône la libre circulation des capitaux et laisse mourir des milliers de personnes chaque année en Méditerranée. Il y a déjà bien plus de morts à Gibraltar que pour le Mur de Berlin, tombé il y a vingt ans, mais « reconstruit » au Sud de l'Europe. Cette situation engendre aussi la révolte !

Les travailleurs en grève et leurs soutiens s'opposent à la politique du gouvernement sur l'immigration. Les syndicats veulent que Besson mette fin par une circulaire nationale au traitement au cas par cas, à la tête du client et selon la préfecture concernée. C'est une première étape, mais la seule véritable solution, pour mettre fin à cette sur-exploitation, c'est une régularisation globale. Pour cela, les travailleurs sans papiers ne pourront pas gagner seuls. Ils ont besoin du soutien le plus large.

La CGT a fait évoluer positivement sa stratégie par rapport au mouvement d'avril 2008. Dès le départ, il est plus massif et la CGT est favorable à la mise en place de comités de soutien, même si elle souhaite ne pas être débordée et garder le « contrôle ». Sur différents sites, des comités de

soutien unitaires se mettent en place. C'est ainsi que l'occupation du tramway à Paris a pu tenir une semaine. Les organisations et associations des 19^e et 20^e arrondissements ont dès le premier jour apporté aux sans-papiers tentes et duvets, l'association « Chorba pour tous » a fourni la nourriture. Sans cela, il aurait été difficile de résister à la pression patronale et policière. À Vigneux-sur-Seine (Essonne), une collecte d'argent a été organisée, à Boissy-Saint-Léger, la CGT a organisé un barbecue de solidarité... Il nous faut multiplier ces initiatives.

Les occupations d'entreprises rendent difficile la situation des patrons et du gouvernement sur la question de l'immigration. Il est possible de remporter des victoires et des régularisations. Cette vague de grève doit permettre une prise de conscience large que l'immigration n'est pas un problème. La gauche doit se rassembler aux côtés des sans-papiers pour enfin s'opposer à la politique raciste du gouvernement et reprendre à son compte le vieux slogan du mouvement ouvrier « travailleurs français, travailleurs immigrés, mêmes patrons, même combat ! » Les sans-papiers ouvrent la voie.

Antoine Boulangé

* *Paru dans « TEAN » n° 27 (22/10/09).* *

Sans-papiers : Relever la tête et résister

Samedi 10 octobre, près de 10000 personnes ont manifesté de manière combative du ministère de la Régularisation de tous les sans-papiers (rue Baudelique), jusqu'au ministère de l'Immigration.

À Calais, après la mise en scène honteuse de la destruction de la « jungle », Besson n'a pas pu mettre à exécution son projet de charter pour l'Afghanistan, face à la mobilisation de nombreuses associations présentes aux côtés des migrants (Salam, C'sur, sur Calais).

Mais surtout, un nouveau bras de fer se lance dans les entreprises. Dimanche, la CGT a réuni près de 2000 salariés sans papiers. Depuis le 12 octobre, plusieurs dizaines d'entreprises sont en grève. Les travailleurs sans papiers ne réclament que la justice, c'est-à-dire un titre de séjour, alors qu'ils sont particulièrement exploités dans les secteurs les plus durs : restauration, BTP, gardiennage...

Ce mouvement remet en cause directement la politique arbitraire du gouvernement. Il ne se limite pas à des négociations avec les préfetures, faisant face à Besson, au niveau national. Il est soutenu, plus ou moins activement, par plusieurs syndicats et organisations : CGT, Solidaires, CFDT, UNSA, FSU, RESF, LDH, Droits Devant...

Les travailleurs sans-papiers ne pourront pas gagner seuls face à la détermination du gouvernement. Il est donc essentiel aujourd'hui d'élargir le soutien partout où des grèves se déclenchent, faire converger les différents fronts de lutte sur l'immigration.

C'est la bataille que le NPA mène pour faire gagner tous les sans-papiers.

* *Paru dans « TEAN » n° 26 (15/10/09).*

ENFANTS DE SANS-PAPIERS

Tous les dimanches, jusqu'au 20 novembre, 20^e anniversaire de la Convention internationale des droits de l'enfant, le Réseau éducation sans frontières (RESF) organise un rassemblement sur le parvis de Notre-Dame à Paris de 16h à 17h, pour dénoncer la politique du gouvernement qui démembrer des familles de sans-papiers et enferme des enfants.

La convention, signée par la France, stipule pourtant que « Dans toutes les décisions qui concernent les enfants [...] l'intérêt supérieur de l'enfant doit être une considération primordiale ».

Dimanche 5 octobre, une ronde avec les portraits de familles persécutées était ponctuée par les témoignages des victimes, comme celui de Nadia, sourde-muette qui se bat avec son fils pour le retour de son mari expulsé.

Sont aussi intervenus le président de la FCPE Paris (Michel Sangam), le vice-président de la Ligue des droits de l'homme (Dominique Guibert), des juges (Hélène Franco et Serge Portelli), un médecin (Patrick Pelloux), Jean-Luc Mélenchon pour le PG et Alain Pajot pour le NPA.

Rendez-vous dimanche prochain.

* *Paru dans « TEAN » n° 25 (08/10/09).*

Sans-papiers : il faut que ça bouge !

Il est nécessaire de créer un mouvement d'ampleur pour obtenir la régularisation de tous les sans-papiers.

Il y a 18 mois, démarrait un des plus longs conflits de l'histoire des luttes de travailleurs sans papiers. Restauration, bâtiment travaux publics, sécurité, nettoyage... tous les corps de métiers les plus pénibles et les moins bien rémunérés étaient touchés par un mouvement de grève sans précédent. Des grèves avec occupation, difficiles, souvent très longues (certaines ont abouti, il y a tout juste quelques jours !), des grèves pour l'égalité des droits, pour la dignité, pour l'obtention des fameux « papiers », qui ne sont pourtant que des autorisations provisoires à résider sur le territoire français afin de s'y faire exploiter.

Mais des papiers qui permettent de ne pas trembler au premier contrôle policier, de faire respecter ses droits de salariés. « On bosse ici, on vit ici, on reste ici ! Régularisation de tous les sans-papiers » demeure un slogan plus que jamais d'actualité, car si 3 000 dossiers ont pu être régularisés grâce à la grève, plusieurs centaines de milliers de sans-papiers, c'est-à-dire l'écrasante majorité, restent dans une situation d'extrême précarité.

Travailleurs au noir, salariés isolés dans de petites entreprises ou employés de services à la personne, intérimaires, rencontrent les pires difficultés pour rejoindre un mouvement collectif. Alors

que les préfectures multiplient les blocages administratifs pour rendre quasi impossible de nouvelles régularisations, il est temps qu'une nouvelle vague de grèves, encore plus forte que la précédente, vienne remettre les pendules à l'heure.

Un tel mouvement, par la visibilité sociale qu'il donnerait à tous les sans-papiers, pourrait enfin apporter de réelles perspectives d'élargissement de la lutte pour l'égalité des droits, pour la liberté de circulation, contre la montée de l'intolérance et du racisme, et placer le combat sur un terrain directement politique. Les défaites, les renoncements à lutter, le repli individualiste ont laissé le champ libre à la droite pour imposer une idéologie policière, sécuritaire et raciste.

Les propos ouvertement racistes d'un Hortefeux n'ont pas suscité de riposte unitaire mais quelques réactions indignées, alors qu'une vraie gauche aurait dû mener campagne pour sa démission. La chasse aux Afghans tabassés par les flics, condamnés à l'errance dans un pays dont ils ignorent tout, fuyant leur pays en proie à la guerre impérialiste menée par l'Otan dont la France fait partie, nécessiterait une riposte d'ampleur.

Où sont les Sartre, les Foucault, les Deleuze, les Guattari, les Dérída d'aujourd'hui, capables d'entraîner avec eux cinéastes, écrivains et chanteurs ?

C'est pourtant un tel mouvement d'ampleur que nous devons viser à recréer, un mouvement politique et culturel capable de s'opposer à la droite dans les luttes tout en lui contestant son hégémonie culturelle.

Alain Pojolat

** Paru dans « TEAN » n° 25 (08/10/09).*

Sans papiers : inauguration du ministère....

Le chanteur Cali, visiblement ému, a dévoilé, samedi 26 septembre, la plaque inaugurale du ministère de la Régularisation de tous les sans-papiers, en présence de personnalités du monde syndical, politique et associatif, comme Annick Coupé de Solidaires, Alain Krivine, Karima Delli, eurodéputée verte et Clémentine Autain.

Ce lieu, occupé depuis le 17 juillet par des collectifs de sans-papiers, fait l'objet d'un référé dont le jugement en appel sera prononcé le 4 décembre. Une foule très dense de sans-papiers, militants et sympathisants a rejoint le site en manifestation. Beaucoup d'émotion et d'enthousiasme ont empreint cette journée symbolique et festive, ponctuée de concerts.

L'unité des sans-papiers, l'abrogation de la loi Ceseda, la lutte contre une politique d'immigration raciste et inhumaine ont été au cœur des différentes interventions. La violence et l'instrumentalisation des récents événements de Calais étaient présents dans tous les esprits.

Le soutien à toutes formes d'action, tant l'obtention de vagues de régularisations que la lutte globale, a été le mot d'ordre de cette journée, dans la perspective de la manifestation unitaire du samedi 10 octobre qui partira du ministère de la Régularisation pour obtenir la régularisation de tous les sans-papiers, sans conditions (14 heures, 4 rue Baudelique, Paris 18°).

** Paru dans « TEAN » n° 24 (01/10/09).*

A Paris, les migrants du 10^e expulsés par Delanoë....

Depuis la fermeture par Sarkozy, alors ministre de l'intérieur, du centre pour réfugiés de Sangatte, près de Calais, en novembre 2002, les migrants affluent vers la capitale.

Il s'agit d'exilés principalement afghans, irakiens, iraniens ayant fui des pays en guerre, ou dévastés, et l'amplification de la guerre -à laquelle participe les troupes françaises- en Afghanistan va amplifier les migrations. Parmi eux figurent de plus en plus des mineurs isolés et des familles avec enfants. Ils se sont regroupés dans le 10^e arr. de Paris, où ils pouvaient s'entre aider, et recevoir conseils juridiques et aide humanitaire des associations qui interpellent depuis des années le gouvernement sur le scandale de cette situation.

C'est à l'Etat que revient le devoir de procurer un hébergement spécialisé aux exilés qui ne savent pas encore s'ils vont demander ou non asile à la France, ou qui ne peuvent le demander du fait des réglementations européennes. Or le nombre de places pour héberger les demandeurs d'asile est tout à fait insuffisant.

Mais fallait-il pour rappeler l'État à ses responsabilités, plonger dans l'errance nocturne, plusieurs dizaines d'exilés ? C'est pourtant ce qu'a fait cyniquement Delanoë !

En effet la Mairie de Paris a profité de l'été pour faire expulser les exilés (avec CRS et maitre-chiens) des jardins Villemin et Satragne autour de la gare de l'Est, où ils dormaient. Depuis, ils sont à la rue, pourchassés et gazés aux lacrymogènes par les flics et des agents de sécurité jusque sous les ponts où ils tentent de trouver refuge.

Le Comité de soutien aux exilés du 10^e, et plusieurs associations (ATMF, Cedetim, Cimade, Gisti, Hors la Rue, LDH, MRAP, Secours catholique, Camres, Cercle du silence, RESF) ont protesté contre ces agissements et se sont adressés à Delanoë par une lettre ouverte. Un tract a été distribué dans le quartier et lors du compte rendu de mandat annuel du maire de Paris à la Mairie du 10^e, le 14 septembre, au cours duquel il a été interpellé publiquement. Bertrand Delanoë avait même fait recevoir les associations par ses adjoints l'après midi même afin de tenter de désamorcer, sans succès, la mobilisation à laquelle les militants du NPA ont pris part.

La décision d'expulsion du maire de Paris est dans la continuité de décisions prises par le ministre de l'immigration Besson de « démanteler », d'ici à la fin 2009, les « jungles » du Nord de la France, en particulier autour de Calais.

Le PS pratique sur le fond la même politique que la droite, au delà de quelques mesures prises au cours des dernières années (kiosque d'accueil administratif pour les exilés, installation de sanitaires). Leurs alliés de la majorité municipale sont gênés : si les Verts ont soutenu les revendications des associations, les élus PCF du 10^e n'ont pas eu un mot de condamnation des menées policières, saluant « les efforts faits » par Delanoë.

Une illustration concrète de l'importance de refuser les accords de gestion avec le PS dans les municipalités comme dans les régions.

Eric Lacombe

Communiqués du NPA

Le scandale des charters de la honte

Eric Besson, ministre de l'immigration, en courtisan zélé de la politique de N. Sarkozy, est passé aux actes en expulsant, de nuit, et en catimini, trois afghans dans un charter venant de Londres.

Le NPA et Olivier Besancenot, son porte-parole, dénoncent et condamnent cette politique contraire à la défense des droits de l'homme.

Non seulement le gouvernement français est engagé dans une guerre sans issue en Afghanistan, mais, en plus, il expulse vers ce pays, des afghans qui avaient fui leur pays, cherchant un refuge en Europe.

Il faut faire preuve de beaucoup de mauvaise foi et de cynisme pour oser prétendre que les expulsés auront leur sécurité garantie, une fois de retour à Kaboul.

La mobilisation unitaire de la gauche sociale, politique et associative qui s'est mise en place après l'évacuation de la « jungle » de Calais doit se poursuivre pour empêcher le ministre de l'immigration de procéder à de nouvelles expulsions.

Le 21 octobre 2009.

Régularisation des travailleurs sans-papiers

Depuis le 12 octobre, 1500 travailleurs sans-papiers, soutenus par plusieurs organisations syndicales et associations, ont démarré une lutte collective pour la régularisation de tous les travailleurs sans-papiers.

Par la grève, l'occupation de leur lieu de travail, d'organismes patronaux, à Paris et en banlieue, les sans-papiers manifestent leur ras le bol de la politique gouvernementale et des pratiques en cours dans les préfectures qui bloquent l'examen des dossiers et maintiennent les travailleurs sans-papiers dans la précarité.

La restauration, le bâtiment, les travaux publics, les agences de sécurité, le nettoyage, l'intérim et la mairie de Paris comme donneur d'ordre pour la construction du tramway sont les principaux secteurs touchés par ce mouvement.

Les sans-papiers et leurs soutiens veulent que le gouvernement promulgue une circulaire de régularisation de tous les travailleurs sans-papiers.

Ils ont besoin du soutien de l'ensemble du mouvement social et des partis de gauche face aux premières répressions de leur mouvement comme le montre l'évacuation, hier soir, par la police des sans-papiers du dépôt de la RATP dans le 18^e arrondissement de Paris, sans-papiers qui travaillent

pour la société Asten, sous-traitant en charge de la réfection des quais.

Le NPA soutient activement ce mouvement et exige du gouvernement la régularisation des travailleurs sans-papiers.

Le 14 octobre 2009.

Pour la régularisation de tous les sans-papiers

« On bosse ici, on vit ici, on reste ici, régularisation de tous les sans-papiers », ce slogan demeure plus que jamais d'actualité. Suite à la grève de travailleurs sans-papiers, menée ces derniers mois avec le concours actif de la CGT, de Solidaires et d'autres organisations et associations, 3 000 dossiers ont été régularisés.

Mais, ils sont nombreux encore les travailleurs sans-papiers, dans des corps de métiers pénibles et mal rémunérés, à travailler non déclarés ou sous une fausse identité, avec comme conséquence une existence totalement précaire. Les blocages administratifs dans les préfectures vient encore rajouter des obstacles supplémentaires lorsque les dossiers de régularisation sont déposés.

La chasse aux sans-papiers qui continue, les propos racistes du ministre de l'intérieur, la traque des réfugiés afghans à Calais, soulignent la nécessité d'un mouvement permanent de soutien aux sans-papiers.

Actuellement, le comité des sans-papiers du 75 occupe un immeuble rue Baudelique dans le 18^e arrondissement de Paris.

C'est de ce lieu occupé que partira samedi, à 14h, la manifestation unitaire pour la régularisation de tous les sans-papiers, en direction du ministère de l'immigration et de l'identité nationale.

Le NPA sera présent à cette manifestation et appelle à y participer.

Le 9 octobre 2009.
